



Dépouillement des élections professionnelles 2022 8 décembre 2022

Déclaration de la FSU

A quelques minutes de la proclamation des résultats (ou de la clôture du vote ?), la FSU se fait l'écho du sentiment de la profession face à ce scrutin.

Une fois encore la complexité de la procédure de vote a pesé sur la participation. Pour la FSU la sécurisation du scrutin est une nécessité, mais un trop grand nombre de dysfonctionnements ont pesé sur la participation. La distribution des notices dans les établissements par exemple a créé le trouble. Alors qu'elle s'est faite péniblement et tardivement dans beaucoup d'endroits, de trop nombreux agents (ZIL, contractuels, TZR, AESH...) ne l'ont pas reçue et beaucoup ont pensé qu'ils ne pouvaient plus voter. Ainsi une partie des agent·es n'a pas été traitée de manière équitable par rapport aux autres agent·es et laisse une impression désagréable de personnels de seconde zone.

La procédure de réassort a été très peu mise en avant et complexe, forçant certains personnels à abandonner. L'affichage électoral s'est fait *a minima* dans la plupart des endroits. Les identifiants des collègues et les trop nombreux problèmes de boîtes mail professionnelles bloquées ou piratées ont pu rajouter un certain découragement face au vote.

Malgré les relances par mail de l'administration, la création d'un « climat électoral », propice à la participation, a largement reposé sur l'énergie dépensée par les équipes militantes et les personnels eux-mêmes pour humaniser ce vote : créer du lien entre les personnels pour rappeler que voter est un acte politique, on ne fait pas de politique face à une machine. D'autant plus lorsqu'elle révèle les inégalités liées au numérique : qu'il soit question de difficulté d'accès, de charge mentale ou de handicap.

Pour autant la participation qui s'établit à 41,5 est in fine très légèrement inférieure à 2018.

Par là les personnels disent clairement que l'entreprise de délégitimation des représentants des personnels par le biais de la Loi de Transformation de la Fonction publique mais aussi par l'obstruction systématique au dialogue social au niveau ministériel qui a marqué de dernier mandat, est un échec. Les personnels de l'éducation nationale veulent des représentants des personnels, ils veulent être défendus dans les CAP, ils veulent que leur voix soit prise en compte dans les CSA, ils réclament de la transparence, du contrôle et de l'égalité de traitement.

Restaurer la confiance altérée entre les personnels et leur administration suppose de redonner aux CAP leurs compétences, de faire vivre un débat sincère et constructif dans les nouveaux CSA, de donner aux nouvelles FS-SSCT des prérogatives et des moyens d'agir à la hauteur des enjeux en matière de condition de travail et de santé.

La FSU sort renforcée dans sa conviction syndicale de porter un syndicalisme au plus des personnels, avec eux, de regagner des cadres de dialogue social à tous les niveaux dans lesquels ce sont leurs situations concrètes, individuelles et collectives, celles de leurs services et établissements et de leurs conditions de travail. C'est une condition pour renforcer le service public !

Elle continuera de se battre au quotidien, avec les plus grandes des déterminations, pour gagner des avancées en matière de rémunération, de conditions d'exercice et de reconnaissance des métiers, pour l'égalité de traitement, pour la création d'emplois statutaires, pour le service public. Elle n'abdique pas du combat de rendre aux personnels leur droit de participation plein et entier contre toutes les politiques managériales à la mode. A l'heure où le gouvernement se prépare à un nouveau passage en force sur la réforme des retraites, la FSU réaffirme solennellement sa

détermination combattre tout recul de l'âge légal de départ en retraite comme à toute augmentation de la durée de cotisation. La méthode employée par le gouvernement ne doit pas faire illusion : encore une fois, le gouvernement use et abuse cyniquement d'une posture de dialogue social tout en empêchant le débat sur le coeur du sujet. Cette méthode a déjà largement contribué à fracturer le pays, jusqu'où ira l'irresponsabilité du gouvernement ? De la même manière, la FSU dénonce l'obstination du ministère à imposer un pacte nullement synonyme de revalorisation salariales. Proposer un travailler plus pour gagner plus quand nos métiers n'attirent plus, quand de plus en plus de collègues quittent l'Education nationale et que celles et ceux qui restent sont submergés par la charge de travail comme le montre une récente enquête de la DEPP, c'est au mieux une provocation, au pire la confirmation de choix aveuglement idéologiques très éloignés de l'intérêt des personnels. Ce pacte va aussi aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes : une pseudo revalorisation masculine, voilà le projet de ce gouvernement ! La FSU a une toute autre ambition en la matière : elle poursuivra ses combats dans les mobilisations et les instances pour faire de l'égalité professionnelle une réalité salariale pour toutes et tous.

La FSU est engagée au quotidien pour le service public et ses personnels, ce n'est pas seulement un slogan, c'est d'abord une conception de l'action syndicale, pour gagner aux côtés de nos collègues. Et c'est la raison pour laquelle la FSU mobilisera dès le mois de janvier pour nos salaires, nos retraites, nos métiers et nos conditions de travail.